



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le **27 JAN. 2026**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PDM INDUSTRIES

Kérisole
Route du Combout
29300 Quimperlé

Références : ENV-D-26. **042**
Code AIOT : 0005501218

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement PDM INDUSTRIES implanté Kérisole Route du Combout 29300 Quimperlé. L'inspection a été annoncée le 19/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PDM INDUSTRIES
- Kérisole Route du Combout 29300 Quimperlé
- Code AIOT : 0005501218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site PDM Industrie est spécialisé dans la fabrication de papier à cigarettes. Le site est classé SEVESO Seuil bas en raison de la typologie des produits utilisés au niveau de cet établissement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)
- chaudière biomasse (AP du 30/11/2023)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PM2I - Recensement SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5		3 mois
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	PM2I - Dossiers des équipements SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Chaudière biomasse ; Combustibles	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 2.3.1.	Demande de justificatifs	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
10	Chaudière biomasse ; rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1.2.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Chaudière biomasse ; Combustibles	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.1.	Sans objet
13	Chaudière biomasse ; accessibilité des engins de secours	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.2.	Sans objet
14	Chaudière biomasse ; Combustibles ; moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté notamment sur le suivi du vieillissement des équipements du site (PM2I).

Il apparaît que le recensement et les dossiers des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) sont incomplets. Ils ne comprennent pas d'état initial, ni de présentation et de justification de la stratégie mise en place pour leurs contrôles et pour les suites données. Ces constats révèlent que l'exploitant ne maîtrise pas pleinement les attendus du système de management de la sécurité prescrits à l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014, ni les prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PM2I - Recensement SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Recensement équipements PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste des réservoirs du site.</p> <p>Les autres équipements visés par le PM2I (section I de l'arrêté du 4 octobre 2010) telles que les tuyauteries et les rétentions, ne sont pas recensés dans cette liste.</p> <p>Le SGS ne définit pas les actions requises pour réaliser le recensement des équipements visés par le PM2I, les identifier rapidement et le mettre à jour régulièrement.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des réservoirs visés par le PM2I :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de Javel de 44 m³ ; - 1 cuve de Chlorite de sodium de 39 m³ ; - 3 cuves de liqueur noire (2170 m³, 540 m³, 540 m³). <p>Les plans du site et la visite des installations par l'inspection a permis de confirmer qu'il n'y a pas d'autres réservoirs concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial,</p>

inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)

Constats :

Les dossiers des réservoirs visés par le PM2I ne présentent pas d'état initial ni de plan d'inspection tels que définis par la réglementation.

Quelques caractéristiques des réservoirs sont présentées dans les rapports d'inspection mais ils ne permettent pas de répondre à ce qui est demandé par la réglementation.

Le tableau présentant l'ensemble des réservoirs fait apparaître les échéances d'inspections.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

L'exploitant procède à des inspections de ses réservoirs : une visite de routine annuelle, une visite externe détaillée a minima tous les 5 ans, pour les 5 réservoirs identifiés et à une visite hors exploitation a minima tous les 10 ans, pour les 3 réservoirs de plus de 100 m³.

L'inspection a consulté par sondage les derniers rapports de chaque visite de la cuve de liqueur noire de 2170 m³ et de la cuve de chlorite de sodium. Les échéances sont respectées. Les visites de routine sont réalisées en interne et les autres par un organisme compétent. Dans les rapports de visites externes détaillées et de visites hors exploitation, des constats d'anomalies (déformations, corrosion, zones non inspectables) sont indiqués, mais l'exploitant ne se positionne pas sur l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Au cours de la visite sur le terrain, l'inspection a contrôlé la cuve de liqueur noire de 2 170 m³. Sur le toit, de la mousse a été observée en bordure ainsi qu'une stagnation d'eau en haut du dôme avec des zones de corrosion. Ces observations, nécessitant des actions, sont notées dans le rapport de visite externe détaillée de 2021. Les rapports des années suivantes (2022, 2023 et 2024) n'indiquent

pas la réalisation effective des actions prescrites dans le rapport de 2021. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier des actions correctives réalisées depuis 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé le recensement de ses capacités et tuyauteries visés par le PM2I. L'inspection a constaté, après analyse des plans et visite du site, que l'établissement n'a pas de capacité pouvant être concernées par cet article.

Concernant les tuyauteries, le croisement des diamètres et mentions de dangers identifie les tuyauteries de dépotage et de pieds de cuve de Javel comme visées par le PM2I (DN 80).

La visite des installations par l'inspection a permis de confirmer qu'il n'y a pas d'autres tuyauteries concernées.

D'après l'exploitant, l'étude de dangers ne présente pas de scénario classé en gravité importante dont l'origine serait le vieillissement d'un équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

L'exploitant ne réalise pas de suivi formalisé des tuyauteries visées par le PM2I.

Il n'a pas réalisé d'état initial, de programme et de plan d'inspection de ces tuyauteries.

L'état initial, le plan et le programme d'inspection doivent être réalisés, et peuvent être établis selon le guide technique professionnel pour l'inspection des tuyauteries en exploitation DT96.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :
L'exploitant n'a pas réalisé le recensement des massifs et cuvettes de rétentions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : L'exploitant ne réalise pas de suivi formalisé des massifs et des cuvettes de rétention visés par le PM2I. Il n'a pas réalisé d'état initial, de programme et de plan d'inspection de ces équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : PM2I - Dossiers des équipements SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1.3.
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Dossiers des équipements PM2I
Prescription contrôlée : [...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : [...] - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour

maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les dossiers des équipements visés par le PM2I comprennent seulement les rapports d'inspections réalisées. L'exploitant a présenté un tableau de suivi des constats relevés dans les rapports d'inspections avec un plan d'action et une définition des priorités (1, 2 ou 3). L'ensemble des constats notés dans les rapports d'inspections n'est pas reporté dans ce tableau (voir constat n°4), aucun délai n'est présenté ni de définition des priorités.

Les dossiers ne comprennent pas :

- l'état initial des équipements ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement, qui doit être justifiée en fonction des modes de dégradation envisageables, préalablement identifiés ;
- la présentation de la stratégie pour la détermination des suites à donner aux contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Chaudière biomasse ; rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 1.2.1.

Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE : chaudière biomasse

Prescription contrôlée :

Rubrique Alinéa	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales	Régime (*)
3520 -a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installation de traitement thermique de déchets de bois non dangereux capacité nominale : 5,4 tonnes/heure	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	combustible : 40 000 t/an PCI bois déchet en référence : 3,6 MWh/t production : 28 t/h de vapeur d'eau saturée à 15 bars puissance thermique : 19,5 MW _{th}	A

*A : Autorisation

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la chaudière biomasse est conçue et construite conformément aux caractéristiques et capacités de l'article 1.2.1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Chaudière biomasse ; combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 2.3.1.

Thème(s) : Risques chroniques, origine des déchets de bois non dangereux

Prescription contrôlée :

Les déchets de bois non dangereux admis au sein de l'installation :

- relèvent des codes déchets listés en annexe I
- proviennent majoritairement de la région Bretagne. Il est admis d'avoir recours à des déchets en provenance de la région Pays de Loire.

Constats :

Selon l'exploitant, les contrats sont actuellement signés entre PDM INDUSTRIES et les fournisseurs assurant la provenance des déchets exclusivement des régions de la Bretagne et des Pays de la Loire.

Les contrats concernent uniquement les codes déchets (19 02 10 et 19 12 17), listés dans l'annexe 1 de l'APC du 30-11-2023.

L'exploitant n'a pas présenté les contrats à l'inspection

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : demande de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Chaudière biomasse ; Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.1.

Thème(s) : Situation administrative, Entreposage de combustibles

Prescription contrôlée :

Le combustible est entreposé dans le bâtiment de l'installation de traitement thermique des déchets de bois non dangereux. Le bâtiment est divisé en 2, séparé par un mur coupe feu qui dépasse à sa partie haute d'au moins 0,70 m le point le plus haut des couvertures situées dans une zone de 7 m de part et d'autre selon les règles en vigueur.

Conditions d'entreposage du combustible :

- 2 fosses de déchargement d'un volume unitaire de 180 m³ (5 m*5,9 m*6,10 m);
- surface de la partie du bâtiment dédiée à l'entreposage (fosses incluses) : 595 m²
- hauteur maximale de l'entreposage : 6 m
- volume maximal présent dans le bâtiment : 3 570 m³

Dans la partie du bâtiment dédiée à l'entreposage du combustible, l'exploitant matérialise la

hauteur maximale de l'entreposage du combustible.

Constats :

Hormis les hauteurs du mur coupe-feu qui n'ont pas pu être contrôlées, les caractéristiques de construction de l'installation d'entreposage des déchets sont conformes à l'article 5.1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Chaudière biomasse ; accessibilité des engins de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.2.

Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Prescription contrôlée :

Les conditions d'accès des engins de secours aux nouvelles installations respectent les dispositions décrites suivantes :

L'exploitant veille à ne pas stationner de véhicules, dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, de telle manière qu'ils pourraient gêner l'accès des engins de secours aux installations.

Constats :

Les voies permettant aux engins de secours d'accéder à la chaufferie biomasse sont dégagées. Ces engins peuvent intervenir sur l'ensemble du pourtour de la chaufferie biomasse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : chaudière biomasse ; moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2023, article 5.3.1.

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Pour les nouvelles installations, les moyens existants et nouveaux sont les suivants :

- Le bâtiment de l'installation de traitement thermique des déchets de bois non dangereux est équipé d'un système de détection incendie et d'une sonde infrarouge avec détection de fumée implantés dans la partie du bâtiment où le combustible est entreposé ;
- Le bâtiment de l'installation de traitement thermique des déchets de bois non dangereux est équipé d'un système de sprinklage automatique, raccordé au réseau d'alimentation en eau existant, sur la partie d'entreposage du combustible, des convoyeurs du combustible et des centrales hydrauliques.
- Le bâtiment qui accueille les installations est équipé de 4 RIA d'un débit minimal de 7,5 m³/h implantés selon les modalités suivantes : 2 RIA dans la partie affectée à l'entreposage du combustible, 1 RIA à proximité de l'entreposage des cendres et 1 à proximité du four;
- 6 poteaux incendie sont répartis sur le plateau de « Beg Ar Roz », dont 3 situés à moins de 200 m du nouveau bâtiment. Ces poteaux sont alimentés par l'eau de la rivière Isole mise sous pression

permanente entre 8 et 11 bars via une électro-pompe de 60 m³/h et en supplément une pompe diesel de 710 m³/h ;

- 2 lignes d'aspiration dans la rivière pour les engins de secours situées à une distance maximale de 200 m des nouveaux bâtiments.

Constats :

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est actuellement en place. De plus, l'exploitant a ajouté 2 canons à eau automatiques, en complément de l'installation de sprinklage, afin de ralentir la montée en température dans le local chaufferie, en cas de départ de feu. Ils sont commandables à distance à partir du local de télésurveillance de la chaufferie.

Type de suites proposées : Sans suite



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la
Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

PROJET

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DE L'ETABLISSEMENT PDM INDUSTRIES SIS AU LIEU-DIT « KERISOLE » ROUTE DU COMBOUT 29300 QUIMPERLE

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment son annexe 1.3. ;
- VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 4, 5 et 6 ;
- VU** le rapport en date du X janvier 2026 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement faisant état de non-conformités relevés lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2025 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU** la réponse de l'exploitant par courrier / mail du x ;

CONSIDERANT que l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé précise :

« 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

[...]

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation

envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. »

CONSIDERANT que l'article 4-2 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. »

CONSIDERANT que l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. »

CONSIDERANT que l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé précise que :

« L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. »

CONSIDÉRANT que l'exploitant est en situation d'écart réglementaire manifeste vis-à-vis des dispositions des articles précitées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection susvisée, il a été constaté que les dossiers des équipements soumis aux articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ne sont pas complets :

- pas d'état initial, ni de plan et de programme d'inspection ;
- pas de présentation de la stratégie pour le contrôle de chaque équipement et pour la détermination des suites à donner aux contrôles ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il existe le risque qu'une défaillance ne soit pas détectée et prise en compte, portant un danger potentiel pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces manquements peuvent porter une atteinte aux intérêts protégés de l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en matière de prévention des risques ;

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PDM INDUSTRIES de respecter les prescriptions des articles mentionnés ci-dessus ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1 - Régularisation

La société PDM INDUSTRIES, sise au lieu-dit « KERISOLE » ROUTE DU COMBOUT 29300 QUIMPERLE, est mise en demeure de respecter, dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1. Les dispositions des articles 4, 5 et 6 de l'arrêté du 04 octobre 2010 *relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* ;
2. Les dispositions de l'annexe 1.3. de l'arrêté du 26 mai 2014 *relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement*.

Article 2 – Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales encourues.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PDM INDUSTRIES et dont une copie sera adressée au maire de QUIMPERLE.